<u>Accà s WiFi visiteurs : Carton rouge en conformità o, en là ogislation pour les PME françaises !</u>

Internet

Posté par : JerryG

Publiée le: 1/10/2013 14:00:00

Olfeo, Editeur français dâ∏une solution de proxy et filtrage de contenus Internet, publie les résultats de sa premiÃ"re étude sur les accÃ"s WiFi visiteurs en France et leur conformité à la Iégislation. C'est pas joli, joli!.

Aujourdâ \square hui, de nombreuses organisations ont franchi le pas et se sont \tilde{A} quip \tilde{A} es d'un acc \tilde{A} Internet Wi-Fi destin \tilde{A} \tilde{C} \tilde{A} leurs visiteurs (prestataires, partenaires ou clients) sans \tilde{A} tre forc \tilde{A} ment conscientes des enjeux de taille relatifs au respect de la \tilde{A} gislation fran \tilde{A} aise et aux risques de \tilde{A} curit \tilde{A} pour le syst \tilde{A} me dâ \tilde{A} normation.

« Fournir un accÃ"s Internet à des visiteurs, liés contractuellement ou non à lâ \square entreprise, nâ \square est pas sans danger pour une organisation », alerte **Alexandre SouillÃ**©, président dâ \square Olfeo. « En laissant libre accÃ"s à leur réseau Internet, certaines organisations engagent leur responsabilité au civil et pénal en étant dans lâ \square incapacité dâ \square identifier leurs visiteurs. Câ \square est pourquoi il vaut mieux maîtriser les obligations et connaître la législation, avant de se lancer. Notre étude montre malheureusement que les organisations nâ \square ont pas pris conscience ou ignorent les risques qui pÃ"sent sur elles. »



Trois piliers A respecter: IDENTIFICATION, INFORMATION ET FILTRAGE

Dans la mesure $o\tilde{A}^1$ le visiteur $n\hat{a}_{\odot}$ est pas identifi \tilde{A} © et identifiable, seule $l\hat{a}_{\odot}$ organisation est responsable des comportements $d\tilde{A}$ © viants sur Internet. Aujourd \hat{a}_{\odot} hui il est obligatoire pour une entreprise ou une administration $d\hat{a}_{\odot}$ identifier et de conserver toutes traces (logs, donn \tilde{A} © es de connexion, etc.) qui serviront de preuves pour poursuivre quelqu \hat{a}_{\odot} un ou pour prot \tilde{A} © ger $l\hat{a}_{\odot}$ entreprise de quelqu \hat{a}_{\odot} un qui a mal agit et pour lequel la responsabilit \tilde{A} © primaire de

lâ∏entreprise est engagée.

Une organisation a aussi pour obligation de veiller \tilde{A} limiter les acc \tilde{A} 's Internet afin de bloquer les contenus reconnus illicites en France (jeux dâ \square argents illicites, vente de tabacâ \square !). Elle doit \tilde{A} © galement \tilde{A} atre en mesure dâ \square identifier des populations de mineurs, aupr \tilde{A} s desquels les acc \tilde{A} s Internet doivent \tilde{A} atre sp \tilde{A} © cifiquement limit \tilde{A} ©s pour la pornographie, les contenus violents \tilde{a} !

Enfin dans la mesure $o\tilde{A}^1$ lâ \square organisation identifie un visiteur, elle collecte des informations personnelles. Ce dernier doit $\tilde{A}^{\underline{a}}$ tre inform \tilde{A} © des conditions dâ \square acc \tilde{A} s et de rectification ou dâ \square opposition \tilde{A} ses donn \tilde{A} ©es.

Principaux ré sultats. Sur lâ □ ensemble des hotspots testés par Olfeo on peut noter que :

â□ Identification: Quatre étapes doivent être respectées au niveau de lâ□ identification et de la conservation des données de connexion. Or, à lâ□ issue de la troisià me étape, on peut noter que 91 % des organisations ne connaissent pas lâ□ identité de leurs visiteurs et pire seuls 6 % des lieux testés sont en conformité avec la législation aprà la quatrià me et dernià re étape!

Les espaces publics et les administrations test $\tilde{\mathbb{A}}$ ©s semblent les plus sensibilis $\tilde{\mathbb{A}}$ ©s $\tilde{\mathbb{A}}$ ces risques puisque respectivement 50% et 35% d $\hat{\mathbb{A}}$ de prot $\tilde{\mathbb{A}}$ 0 ger l $\hat{\mathbb{A}}$ 0 entreprise et r $\tilde{\mathbb{A}}$ 0 pondre favorablement aux obligations l $\tilde{\mathbb{A}}$ 0 gales en la mati $\tilde{\mathbb{A}}$ 1 re.

â ☐ Information: Lorsque les donnà © es à caractà "re personnel dâ ☐ un visiteur sont enregistrà © es, ce dernier doit à tre informà © de ses droits d'accà s, de modification, de rectification et de suppression de ses donnà © es conformà © ment au droit Informatique et Libertà © s. 86 % collectent illà © galement des informations personnelles sur leurs visiteurs.

â□ Filtrage: Un site peut être reconnu illicite au regard de son contenu (pédopornographie, terrorisme, etc.) ou de ce quâ□□il commercialise (armes, drogues, etc.). Lâ□□organisation a également lâ□□obligation de limiter les accÃ"s auprÃ"s dâ□□un public mineur. Si 48% des organisations limitent certains accÃ"s Internet et sont en mesure de filtrer aucune ne filtre lâ□□ensemble des contenus reconnus illicites en France. Pire, sur les 3% dâ□□organisations testées qui contrÃ′lent lâ□□âge de leurs visiteurs seuls 70% des types de contenus interdits à ces populations sont bloqués.

 \hat{A} « Lorsque nous avons lanc \hat{A} © cette \hat{A} © tude, nous \hat{A} © tions certains que les chiffres seraient int \hat{A} © ressants, mais pas que les $r\hat{A}$ © sultats seraient si catastrophiques \hat{A} », pr \hat{A} © cise \hat{A} lexandre Souill \hat{A} ©. \hat{A} « Ils d \hat{A} © montrent que bien souvent les moyens pour identifier, informer et filtrer sont mis en \hat{A} 0 uvre mais ne sont pas exhaustifs ou mal impl \hat{A} 0 ment \hat{A} 0. Les solutions utilis \hat{A} 0 es pour le filtrage sont tr \hat{A} 0 souvent des listes noires gratuites objectivement insuffisantes sur des cat \hat{A} 0 gories difficiles comme la p \hat{A} 0 dopornographie ou la contrefa \hat{A} 5 no. \hat{A} 0 pritable prise de conscience qui doit avoir lieu au sein des organisations quand aux obligations et surtout les risques dont elles peuvent \hat{A} 2 tre tenues pour responsables. \hat{A} »